

400 dirigeants d'entreprises lancent un appel urgent aux chefs d'État européens afin de mettre en œuvre le « Pacte pour une industrie propre ».

Un an après la Déclaration d'Anvers, 400 dirigeants d'entreprises se sont réunis pour discuter du « Pacte pour une industrie propre » avec la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. À l'approche du Conseil européen de mars, ils demandent aux chefs d'État et de gouvernement des mesures immédiates et concrètes.

« Nous saluons la Présidente de la Commission pour la présentation du "Pacte pour une industrie propre". Neuf des dix actions de la Déclaration d'Anvers ont été prises en compte. L'ambition de l'UE doit maintenant se traduire en actions. Chaque jour, l'Europe perd du terrain et des emplois qualifiés. Nous attendons des décisions courageuses de nos dirigeants. »

– Ilham Kadri, Présidente de l'ICCA et de Cefic, PDG de Syensqo.

Une industrie européenne en crise

Face à une demande en berne, des investissements insuffisants et des coûts énergétiques jusqu'à cinq fois supérieurs à ceux de ses concurrents, l'industrie européenne traverse une crise sans précédent. Entre 2023 et 2024, la production manufacturière a reculé de 2,6 %, tandis que l'industrie chimique a perdu 11 millions de tonnes de capacités de production.

En février 2024, 73 dirigeants ont remis la Déclaration d'Anvers à Ursula von der Leyen et Alexander De Croo, alors Premier ministre belge. Ce texte, aujourd'hui soutenu par plus de 1 300 signataires, détaille dix mesures urgentes pour restaurer la rentabilité des investissements, poursuivre la transition écologique et préserver l'emploi en Europe.

« Nous avons besoin que l'Exécutif européen engage toute son autorité, son audace et son courage derrière le « Pacte pour une industrie propre » et ne s'embarrasse d'aucun tabou. Nous avons besoin d'actions concrètes, pas de stratégies ni d'engagements vagues. Il faut agir maintenant. »

– Marco Mensink, Directeur général de Cefic.

Une chimie en France sous pression

Aujourd'hui, la chimie en France est en grande difficulté, avec une perte de compétitivité par rapport aux acteurs non-européens et des usines sous-utilisées. Sans action résolue, près de 10 % des emplois et une quarantaine de sites sont menacés.¹

¹CP France Chimie, octobre 2024, Frappée par une crise inédite, la Chimie tire la sonnette d'alarme

« Pour redonner de l'oxygène à notre industrie, nous devons restaurer notre compétitivité et notre attractivité en agissant rapidement sur cinq priorités, partagées à Anvers aujourd'hui :

1. Assurer un accès à une **énergie décarbonée compétitive**,
2. Restaurer la compétitivité des **investissements** et accélérer l'**innovation**,
3. Mener à bien un choc de **simplification réglementaire**,
4. Rétablir un cadre de **concurrence commerciale équitable** avec le reste du monde,
5. Apporter la **main d'œuvre hautement qualifiée** requise par l'évolution de nos métiers et compétences.

« Ce pacte est une première étape qui doit se traduire en actions concrètes sans plus tarder. La Commission reconnaît le rôle stratégique de la Chimie et nous saluons son annonce d'un prochain plan d'actions dédié à la chimie. L'ambition partagée est d'instaurer une industrie de la chimie compétitive, résiliente et durable, en France comme dans le reste de l'Europe et d'investir à nouveau pour le long-terme »

– *Frédéric Gauchet, Président de France Chimie.*

À PROPOS DE FRANCE CHIMIE France Chimie est l'organisation professionnelle qui représente les entreprises de la Chimie en France. Elle promeut en France une Chimie responsable et créatrice de solutions.

Avec 4 000 entreprises en France et 228 000 salariés dans la branche, la Chimie fournit les substances et matériaux indispensables à l'ensemble des secteurs de l'économie.

francechimie.fr / [@FranceChimie](https://twitter.com/FranceChimie) | [#GrâceàlaChimie](https://twitter.com/GrâceàlaChimie)

CONTACT PRESSE

France Chimie : Sophie Romon - 07 64 74 47 91 / sromon@francechimie.fr